

Déclaration des organisations membres de la campagne « Halte au Troisième mandat »

Le projet du Président Nkurunziza à briguer le troisième mandat constitue un danger réel pour la paix et la stabilité de la région.

Les organisations membres de la campagne ne diront jamais assez que la décision du Président Nkurunziza de briguer un troisième mandat constitue une menace grave et immédiate sur la paix, la sécurité et la stabilité de la communauté des Etats d'Afrique de l'Est.

Ce projet est d'autant plus dangereux que les partenaires du Burundi desquels dépend en partie le fonctionnement des institutions, ont déjà annoncé qu'ils cesseront d'appuyer le Burundi, une décision fondée, en ce sens que les démocraties du monde ne sauraient soutenir un régime dictatorial, qui fait régler la répression en lieu des libertés ; se transformant *ipso facto* en état de police alors que d'autres pays deviennent véritablement un état de droit.

Alors qu'un Sommet des Chefs d'Etats de la communauté d'Afrique de l'Est était convoqué pour se pencher sur la problématique du troisième mandat du Président Nkurunziza, le monde a assisté à l'absence sur-les -lieux du concerné, prétendant notamment un coup de force contre les institutions alors que les pouvoirs publics continuaient à rassurer que la situation était parfaitement maîtrisée.

Alors que la communauté des pays de l'Afrique de l'Est a déjà entrepris des démarches pour convoquer encore une fois le Sommet pourtant le même objet, les forces de défense et de sécurité n'ont cessé d'endeuiller les citoyens burundais, dignement mobilisés pour défendre les piliers sur lesquels reposent les institutions du Burundi à savoir l'accord d'Arusha et la constitution.

En dépit des efforts déployés par la Mission des Nations Unies pour les Elections pour tenter un dialogue entre les différents partenaires, nous constatons que la machine répressive du pouvoir accélère le rythme, le tout dans le silence absolu volontairement et stratégiquement préparé et mis en exécution par le pouvoir en détruisant les médias privés qui étaient la voix des sans voix, le dernier recours pour les opprimés.

Nous condamnons fermement le meurtre des manifestants réalisé par la police cette semaine, les blessures graves occasionnés par elle sur des dizaines de manifestant ainsi que l'attaque sur les vendeuses de légumes perpétrée le soir du Vendredi le 22 mai 2015.

Nous condamnons énergiquement l'assassinat d'un leader de l'opposition, Monsieur Zed Feruzi, froidement assassiné ce Samedi le 23 mai 2015 alors qu'il rentrait de la permanence de son parti.

Des mandats d'arrêts sont régulièrement délivrés contre les leaders du mouvement de contestation, lesquels sont attendus pour rejoindre des centaines d'autres manifestants que le pouvoir prend en otage, en témoigne les différentes déclarations confirmant que ceux-ci seront libérés, les mandats annulés, si et seulement si la protestation contre le troisième mandat s'arrête.

Les communiqués du conseil national de sécurité et du parquet général de la république constituent une déclaration de la chasse à l'homme à laquelle le pouvoir invite les magistrats sous son joug, laquelle chasse vise les leaders du mouvement de protestation qui sont désormais, avec une insistance infaillible, assimilés aux putschistes et aux terroristes.

Pour décrocher un troisième mandat illégal, le Président Nkurunziza instaure le monopartisme, le terrorisme d'Etat, l'emprisonnement illégal des anti -troisième mandat, l'assassinat ciblé des leaders du mouvement, l'enlèvement, la disparition forcée des manifestants, le traitement inhumain et la torture des personnes arrêtées par les agents de la police.



La référence aux attaques des Al-Shabaab, faite par deux fois en une semaine, par le Président Nkurunziza et le conseil national de sécurité qu'il dirige, constitue une stratégie à peine voilée de justifier des attaques macabres contre les manifestants et toute personne opposée au troisième mandat, leurs résidences, bureaux ou autres biens et propriétés.

La police présentée « comme civile et de proximité », qui participe des fois dans des missions de maintien de la paix dans le monde et qui a déjà bénéficié des appuis colossaux, n'utilise plus les outils d'encadrement des manifestations et tire chaque fois à balle réelle des manifestants pacifiques et sans armes et n'hésite pas à tirer sur les militaires ou les civils, organisant des attaques par endroit, et ce pour justifier l'usage excessif de la force.

Alors que le Burundi vient de mettre sur pied la commission vérité réconciliation attendue depuis une décennie et demie, pour enquêter sur les crimes restés impunis depuis l'indépendance, le Burundi se retrouve dans une répression affreuse et aveugle comme celle qui a prévalu en 1972 et vise précisément toute personne opposée au troisième mandat dont des centaines de milliers ont pris le chemin d'exil et vivent dans des situations déplorables.

Nous affirmons encore une fois, et rappelons que notre mouvement est non violent et saluons la discipline, le courage et la bravoure dont les manifestants mobilisés au Burundi et ceux de la diaspora font preuve.

Compte tenu de ce qui précède :

1. Les organisations de la société civile demandent avec insistance l'organisation du Sommet des Chefs d'Etats de la communauté de l'Afrique de l'Est pour constater la gravité de la situation, défendre et traduire dans les faits les principes et objectifs communs pour la communauté notamment l'état de droit, la paix, la sécurité et la démocratie.

2. Les organisations de la société civile déclarent qu'elles se retirent du dialogue initié pour désamorcer la crise à cause de l'assassinat et attaques portés sur les leaders du mouvement de protestation contre le troisième mandat.

3. Les organisations de la société civile déclarent qu'elles ne participeront plus audit dialogue aussi longtemps que le gouvernement entretient une attitude belliqueuse, les assimilant aux terroristes, d'organiseurs de mouvement insurrectionnel et de putschistes.

4. Les organisations de la société civile rappellent encore une fois que la question du troisième mandat est non négociable. Elles considèrent vaine, toute tentative de dialogue qui porte sur les conséquences de la répression du mouvement et tendant à éviter l'essentiel. Elles peuvent tout négocier, sauf le troisième mandat.

5. Les organisations de la société civile rappellent la communauté internationale sa responsabilité de protéger et condamne toute passiveté face aux crimes odieux qui se commettent au grand jour.

6. Les organisations de la société civile s'engagent à continuer et affermir leur mobilisation contre le troisième mandat jusqu'à ce que le Président Nkurunziza déclare y renoncer.

Fait à Bujumbura, le 24 mai 2015

Pour la Campagne Halte au Troisième mandat

Sé Mé Vital Nshimirimana
Délégué Général de FORSC

P. O. Nshimirimana
Gabriel
24/05/2015
P. C. Nshimirimana
S. Nshimirimana